

POLITIQUE • SOCIÉTÉ

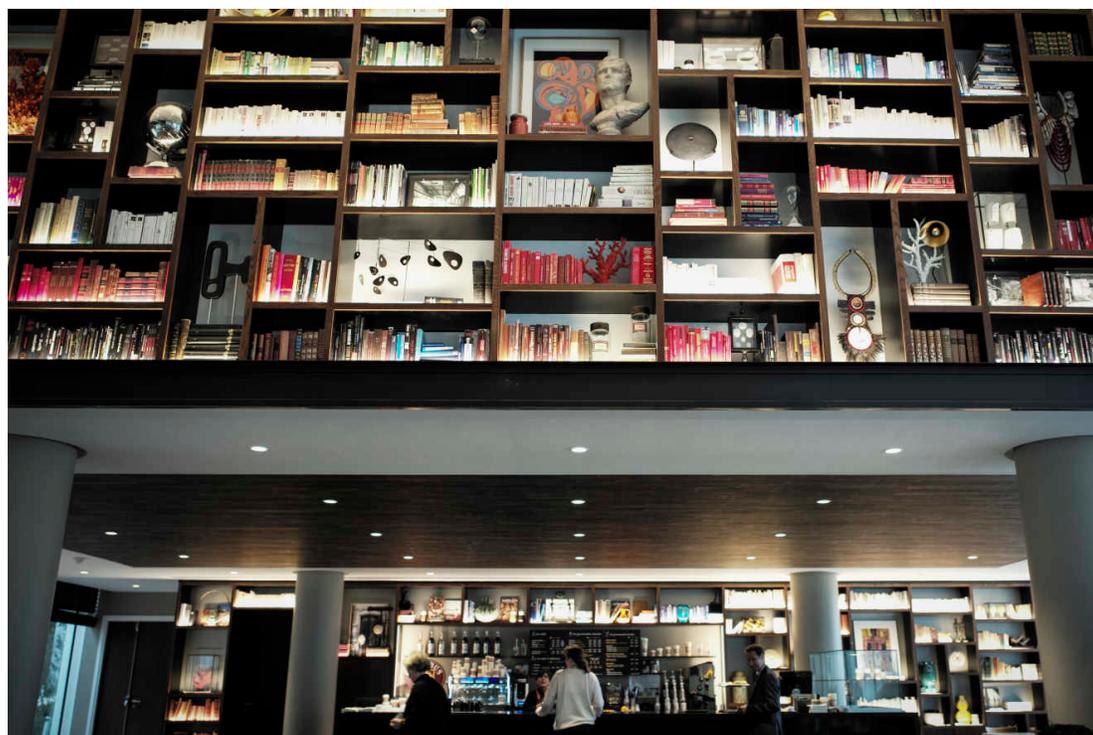
Le cercle de réflexion Terra Nova s'attaque au « dogme » de la décentralisation

Le think tank social-démocrate estime, dans un rapport publié mercredi 13 janvier, qu'il serait plus judicieux de transformer la conception et le pilotage des politiques publiques que d'approfondir la décentralisation.

Par Patrick Roger

Publié le 13 janvier 2021 à 10h29 - Mis à jour le 13 janvier 2021 à 11h08 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Le salon du nouveau siège du conseil régional d'Ile-de-France, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) dans la banlieue nord de Paris. PHILIPPE LOPEZ / AFP

Dans son rapport publié mercredi 13 janvier, intitulé « Après la décentralisation, 15 propositions pour refonder l'action territoriale », le cercle de réflexion Terra Nova, de sensibilité sociale-démocrate, n'y va pas par quatre chemins. Alors que doit être présenté en conseil des ministres, à la fin du mois de janvier, le projet de loi dit « 4D » – pour décentralisation, déconcentration, différenciation, décomplexification –, ses auteurs, Daniel Béhar et Aurélien Delpirou, n'hésitent pas à affirmer, à rebours des principales associations d'élus regroupées au sein de Territoires unis (Association des maires de France, Assemblée des départements de France et Régions de France), que « *la question n'est pas celle d'un approfondissement de la décentralisation* ».

Lire aussi | [Projet de loi « 4D » : toujours pas de « grand soir » en vue de la décentralisation](#)

« En quelques années, la “défense des territoires” s’est imposée comme le *mainstream* de la pensée politique en matière d’action publique », constatent les auteurs, prenant comme exemple la déclaration de politique générale prononcée le 15 juillet 2020 par Jean Castex, dans laquelle il citait pas moins de trente fois le terme « territoires ». Ainsi s’inscrivent-ils en faux contre certaines interprétations du mouvement des « gilets jaunes » y ayant vu une « *revanche des territoires* », opposant métropoles dynamiques et mondialisées aux espaces « *périphériques* » laissés pour compte. « La question des inégalités territoriales ne peut se réduire à une opposition entre une “France des métropoles” et une “France des territoires” », insistent-ils. De fait, c’est dans les grands pôles urbains que le taux de pauvreté est le plus important : 16,1 %, contre 14,3 % en moyenne en France métropolitaine.

Deux blocs de collectivités

Terra Nova pourfend avec vigueur le « dogme » décentralisateur. « Dans les années 1960-1970, la décentralisation incarnait une promesse politique », estiment les auteurs. Aujourd’hui, « [elle] ne constitue plus un enjeu de société, mais devient une affaire de répartition de compétences ». Ils fustigent le « *taylorisme territorial* », poussé à son extrême par la loi NOTRe du 7 août 2015, qui assigne chaque échelon administratif dans une spécialisation des compétences. Un principe qu’ils jugent « *dépassé, inefficace et contre-productif* ». « Et s’il fallait renoncer au principe de spécialisation des compétences normées par le législateur et organiser des combinaisons de responsabilités et des coopérations entre acteurs territoriaux ? », interrogent-ils.

Il vous reste 58.43% de cet article à lire. La suite est réservée aux abonnés.